

PANORAMA DE L'ESS

PANORAMA DE L'ESS	2
L'ESS ne date pas d'hier,.....	3
Les domaines d'activité de l'ESS.....	5
La Famille coopérative.....	8
Le même graphique avec une échelle linéaire permet de mieux voir les différences de taille des secteurs.	8
La Famille mutualiste.....	9
La Famille associative.....	10
Fondations, Entrepreneuriat social, IAE (insertion par l'activité économique,	12
Critères de l'Économie Sociale et Solidaire.....	13
Les métiers de l'ESS.....	14
Quels secteurs sont susceptibles d'intéresser les CentraleSupélec ?.....	14
Annexe 1 Salaires moyens des métiers dans l'ESS.....	16
Annexe 2 : Les chiffres de la coopération.....	17

PANORAMA DE L'ESS

Lors de l'entretien du 9 mai, Hervé Biausser nous a demandé un panorama de l'ESS.

Les chiffres de ce document portent sur l'ESS au sens strict, avec une difficulté pour les associations, dont les chiffres ne sont pas tout à fait comparables ni accessibles. On parle pas de chiffre d'affaires mais de budget. Mais notre démarche concerne aussi les autres formes d'actions en faveur de l'intérêt collectif que sont le développement durable, la transition écologique y compris énergétique, l'innovation sociale, etc. dont il faudra aussi collecter les données statistiques.

Cette économie n'est pas si marginale en France : avec 10% du PIB, 10.5% de l'emploi, 13.9% de l'emploi privé, 2.37 millions de salariés, 13 millions de bénévoles, 221 320 établissements, 1 340 000 associations non-employeuses : elle est comparable à celle du Danemark. Elle est particulièrement puissante dans certains métiers comme **l'agriculture**, **l'enseignement**, les **banques-assurances**, les **mutuelles santé**.

Cependant, à la fin du 19^e siècle, les acquis de l'économie sociale sont insuffisants pour contrebalancer les effets de l'industrialisation libérale, tous les partis politiques sont d'accord pour la création de l'Etat providence. Les coopératives deviennent des sociétés de capitaux centrées sur la fonction de production ou de consommation ; les coopératives agricoles se développent, les coopératives ouvrières de production se multiplient. Les Mutuelles collectent de plus en plus d'argent : mutualité santé prévoyance et autres assurances. De véritables groupes financiers apparaissent.

Les mutuelles santé, depuis 1930, se concentrent sur le secours ; 1938, création de la MAIF et de la GMF ; 1960, création de la MACIF, de la MATMUT en 1961. La sécurité sociale est instituée en 1945. Les groupes financiers continuent de se structurer : Caisses d'Épargne, Banque Populaire, Crédit Mutuel...

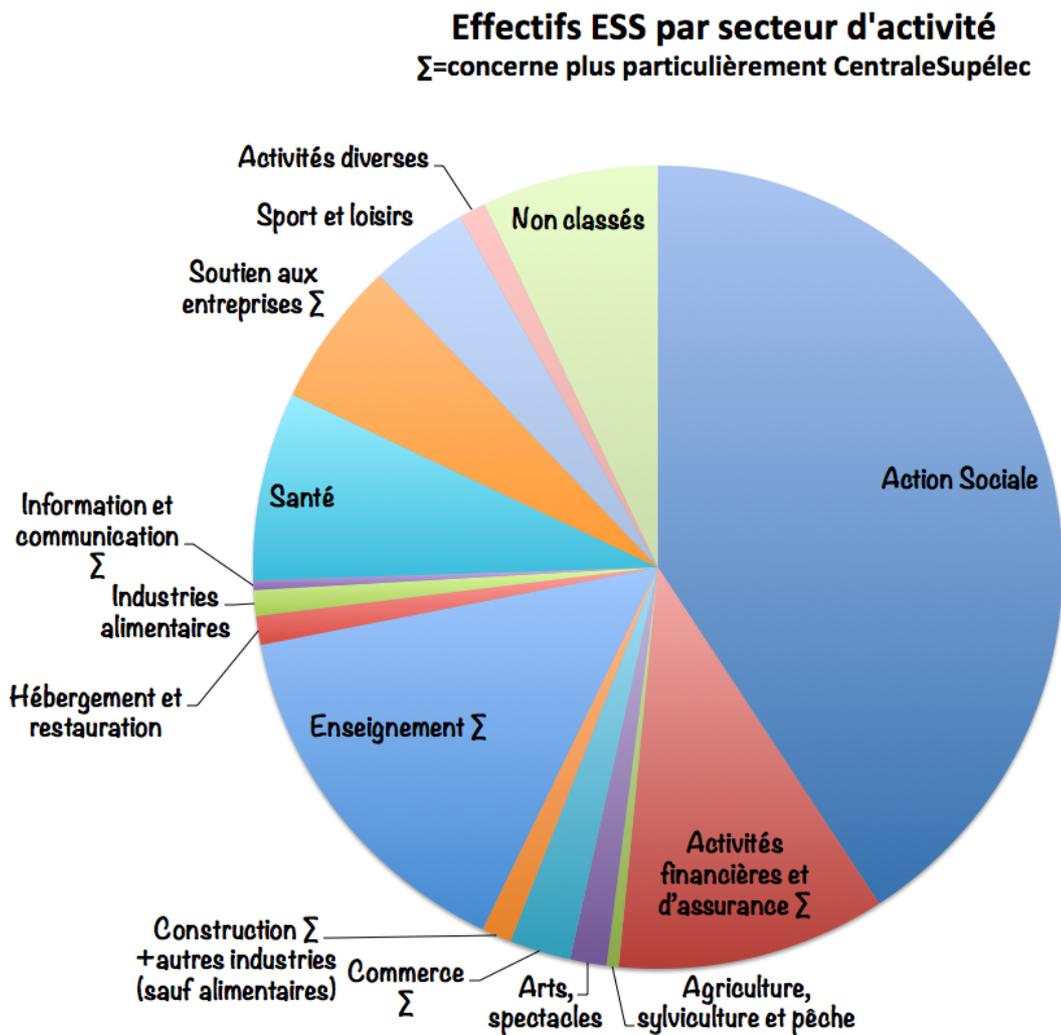
Tout va bien jusqu'à la fin des 30 glorieuses. En 1968, crise de valeurs. « *L'absence de participation directe des salariés à l'organisation du travail et la passivité des consommateurs amènent une remise en cause du mode de vie.* JL Laville, l'ESS ». La critique autogestionnaire et la volonté alternative d'instituer une société libérée convergent vers des tentatives de fonctionnement économique différent. De nouvelles formes d'économie sociale se développent mettant en cause **la société de consommation, le gaspillage des ressources naturelles** - et cela avant que l'ONU ne s'intéresse au développement durable - **l'autoritarisme dans les entreprises : l'économie alternative** dans les années 1970 ; **l'économie solidaire** dans les années 1980-90, **l'entrepreneuriat social** dans les années 1990, et **l'innovation sociale** dans les années 2000-2010.

Une activité ESS serait sans raison d'être si elle ne respectait le Développement Durable (et réciproquement). La loi Hamon du 31 juillet 2014, relative à l'économie sociale et solidaire, considère que l'ESS se définit d'abord comme une manière d'entreprendre : « Une activité dont le but est différent de la recherche du seul bénéfice : gouvernance démocratique, juste répartition des excédents, solidarité. » L'objectif de la loi est de **polliniser** l'économie classique ; elle reconnaît aussi et coopte le développement durable, la transition énergétique, l'innovation sociale et l'entrepreneuriat social, sans toutefois les englober complètement.

L'économie sociale et solidaire est porteuse de valeurs et de questionnements, mais également d'une immense énergie est un immense désir d'expérimenter des solutions puisées à la connaissance directe des besoins de la société et de son environnement.

Les domaines d'activité de l'ESS

La répartition des emplois de l'ESS par domaine est très inégale : Action sociale, Enseignement, Activités financières et d'assurance constituent le trio de tête, en termes d'emploi. Le poids des activités financière et d'assurance est probablement sous-évalué dans ce graphique.



L'ESS est constituée d'entreprises très diverses par leurs activités, leurs tailles, leurs moyens et leur statut juridique.

Total : 2,4 millions d'emplois.

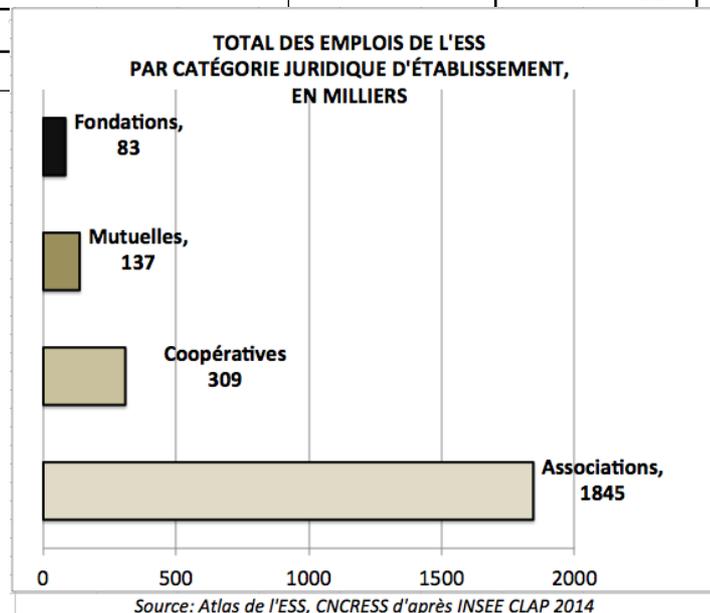
La prédominance des associations ne surprend pas; par contre la part des mutuelles dans les emplois totaux semble faible malgré la présence de grosses entités (assurances, etc).

Note : À l'époque de ces statistiques, l'ESS n'avait pas les mêmes définitions : les entreprises SARL, SA et autres n'étaient pas encore prises en compte.

Le tableau suivant permet de se faire une idée de leurs activités principales en fonction de leur statut.

ESS	Nb d'emplois dans l'ESS par catégorie juridique et secteur d'activité				
	Coopératives	Mutuelles	Associations	Fondations	Entreprises commerciales
Action sociale	1 571	21 593	907 609	37 985	840
Activités financières & d'assurance	167 297	86 531	S		340
Agriculture, sylviculture, pêche	6 588		S		260
Arts et spectacles	846		33 186	681	80
Commerce	53 808	4 581	1 159		2 880
Enseignement	S	S	340 605	8 420	600
Hébergement et restauration	1 033	115	25 404	681	1020
Industries alimentaires	S		S		500
Autres industries	21 732	S	4 741	S	3900
Information et communication	2 087		6 865	24	
Non-classés	S	S	165 421	1 750	340
Santé	358	21 938	130 578	26 878	80
Soutien aux entreprises	17 708	1 419	114 507	6 482	6780
Sports et loisirs	S		93 167		80
Activités diverses	8 398	223	15 179	58	1940
			1 838 421	82 959	19 640

Atl2017 tb70



Les coopératives et les mutuelles, bien que ne disposant pas des effectifs et les plus nombreux, sont les plus importantes en termes chiffre d'affaires. **Les coopératives** sont particulièrement importantes dans le secteur des banques-assurances, où elles occupent une place très importante comprise entre 30 et 55 % selon l'indicateur.

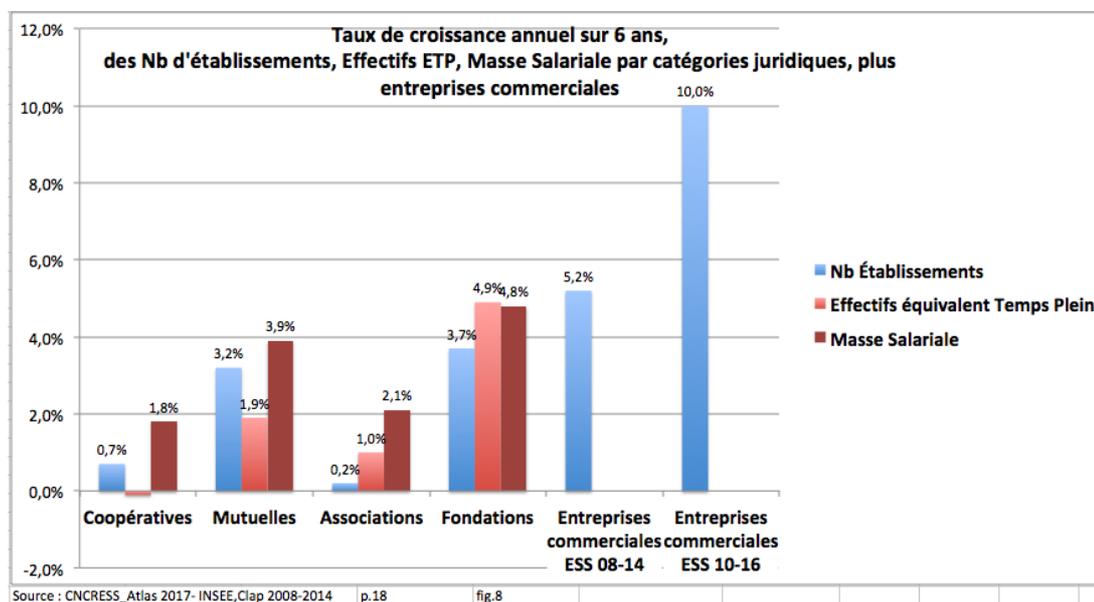
Les mutuelles sont principalement actives dans la prévoyance-santé et dans l'assurance.

Les associations apportent plus de 75% des emplois salariés de l'ESS et ce pour moitié dans l'action sociale.

Les **petites associations** sont principalement présentes dans les sports, la culture et les loisirs ; **les grandes associations** dans l'humanitaire, l'action sociale, la santé, la défense des droits, l'éducation et la formation.

Les Fondations, traditionnellement actives dans l'action sociale et la santé, s'engagent de plus en plus dans le soutien aux entreprises.

Les entreprises commerciales enfin, qui n'existent officiellement dans l'ESS que depuis la loi de 2014, ont des domaines d'activité qui se rapprochent de celles des entreprises traditionnelles. Ces deux dernières familles sont en forte croissance, comme on le voit dans le graphique qui suit.



Le nombre d'**entreprises commerciales reconnues ESS après la loi 2014** a un taux de croissance moyen de 10% (sur 6 ans, de 2010 à 2016), soit le double de ce qu'il était sur la période précédente (5,2% de 2008 à 2014)

Par ailleurs, on note les croissances beaucoup plus limitées des Coopératives et des Associations, tandis que Mutuelles et Fondations prennent plus de place.

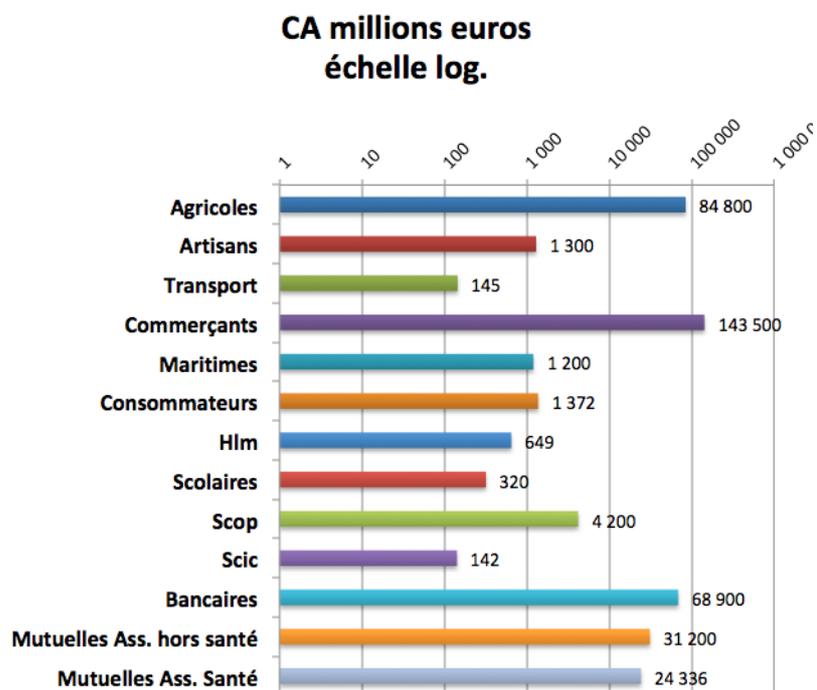
Les Fondations restreignent leurs masses salariales, tandis que Coopératives, Mutuelles et Associations semblent permettre plus de hausses salariales.

La Famille coopérative

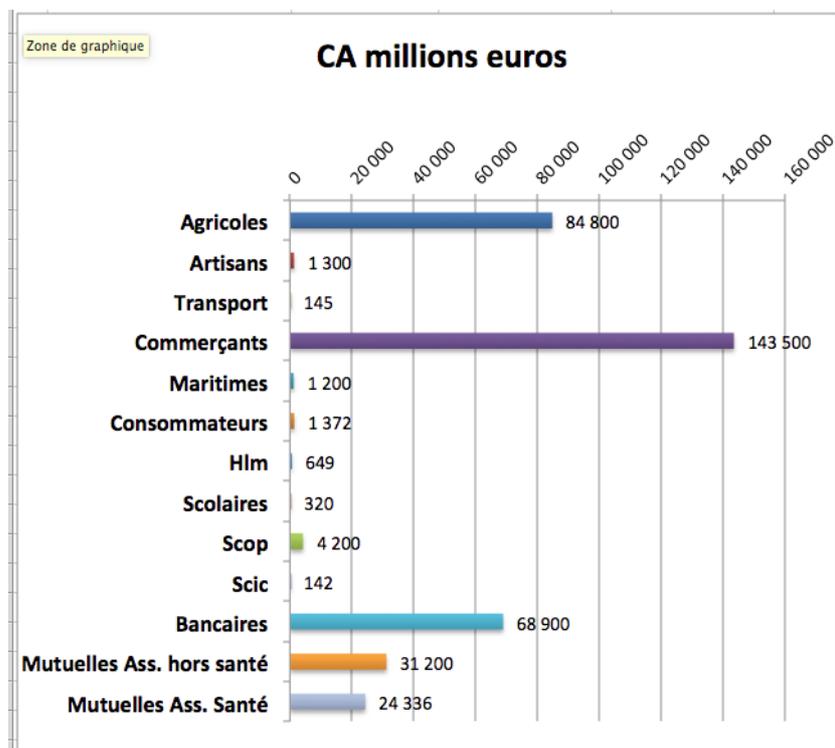
Selon **Coop Fr**, qui regroupe toute la coopération française, cette famille représente 306,9 milliards de chiffre d'affaires, et plus de 1,217 millions de salariés. Ces chiffres, bien que non cohérents avec ceux du **CnCress**, sont les chiffres officiels Coop FR.

Il y a dans cette famille de très belles entreprises internationalisées de production agricole, industrielle, d'activités bancaires : **5 groupes coopératifs dans le Top15** des entreprises de l'agro-alimentaire (Tereos, Terrena sodiaal...) ; **2 groupes coopératifs dans le Top6** des entreprises françaises de distribution (Leclerc, Système U ; **3 groupes coopératifs dans le Top5 des banques françaises** (Crédit Agricole, BPCE, Crédit Mutuel)

Mais aussi la plupart des artisans et des commerçants. **Intersport** est le 1^{er} distributeur mondial d'articles de sports; **Biocoop** est le 1^{er} réseau de magasins bio en France; Gadol **Optic 2000** est le 1^{er} groupe français d'optique.



Le même graphique avec une échelle linéaire permet de mieux voir les différences de taille des secteurs.



La Famille mutualiste

La famille mutualiste : plus de 55 milliards € chiffres d'affaires et plus de 110.000 salariés. Les français connaissent bien leurs mutuelles d'assurance et de santé, mais ils oublient souvent qu'ils assurent aussi leur voiture, leur maison, et leur responsabilité civile auprès de mutuelles.

Famille mutualiste	Nb Entreprises	Nb Sociétaires	Nb Salariés	CA milliards euros	
Les mutuelles d'assurance	47		35 800	31.200	Atlas
dont MAIF		3 086 000	6 772	3.365	Wikipedia chiffres 2016
dont MAAF		3 700 000	7 320	2.815	Wikipedia chiffres 2012
dont MACIF		5 300 000	10 000	6.293	Macif 2016
dont GMF		3 500 000	6 600	3.649	GMF Site Internet
Les mutuelles de santé	453	18 000 000	77 000	18.045	Ati2017 tb65 tb 66
Institutions de prévoyance				6.291	Ati2017 tb65 tb 66

54% des complémentaires santé sont des mutuelles.

3/5 véhicules particuliers et 1/2 deux-roues sont assurés par une mutuelle de l'ESS.
1/2 habitations sont assurées par une mutuelle de l'ESS

La Famille associative

La plus nombreuse. L'ADDES, dans son rapport 2018 donne les chiffres suivant pour l'année 2017 : 1.500.000 associations (33.300 de plus chaque année), dont 159.000 associations employeuses ; 1.600.000 employés ETP (équivalent temps plein) ; plus de 10.000.000 de bénévoles représentant 1.425.000 ETP. A défaut de chiffre d'affaires, le budget représente 113 milliards d'€ en 2017, (l'atlas 2017 donne le chiffre de 104 milliards pour 2014 (atlas2017 t58)).

Les associations dont le budget est inférieur à 10 k€ représentent 75% du nombre total d'associations ; celles dont le budget est supérieur à 500 k€ ne représentent que 1.3% du nombre des associations et 71.2% de leur budget !

	% budget	% nombre d'associations	Dont nombre d'employeuses
Moins de 10 k€	4.0%	74.6%	19.3%
10 à 200 k€	15.9%	22.6%	54.9%
200 à 500 k€	8.9%	1.3%	12.8%
500 k€ et plus	71.2%	1.3	13.2%
Total en %	100%	100%	100%
Total	113.3 Mrd €	1.500.000 associations	159.000 associations

Les français connaissent bien leurs associations caritatives, et méconnaissent largement les associations de santé, d'action sociale, de sports et loisirs, ainsi que d'éducation.



2,39 milliards

d'euros de dons déclarés par 5,4 millions de foyers en 2014.

Les associations et fondations qui récoltent le plus de dons auprès des particuliers

1. Association Française contre les Myopathies
2. Restos du Coeur
3. Croix Rouge
4. Secours Catholique
5. Médecins Sans Frontières
6. Ligue Nationale contre le Cancer
7. Action contre la Faim
8. Médecins du Monde
9. Apprentis d'Auteuil
10. Institut Pasteur

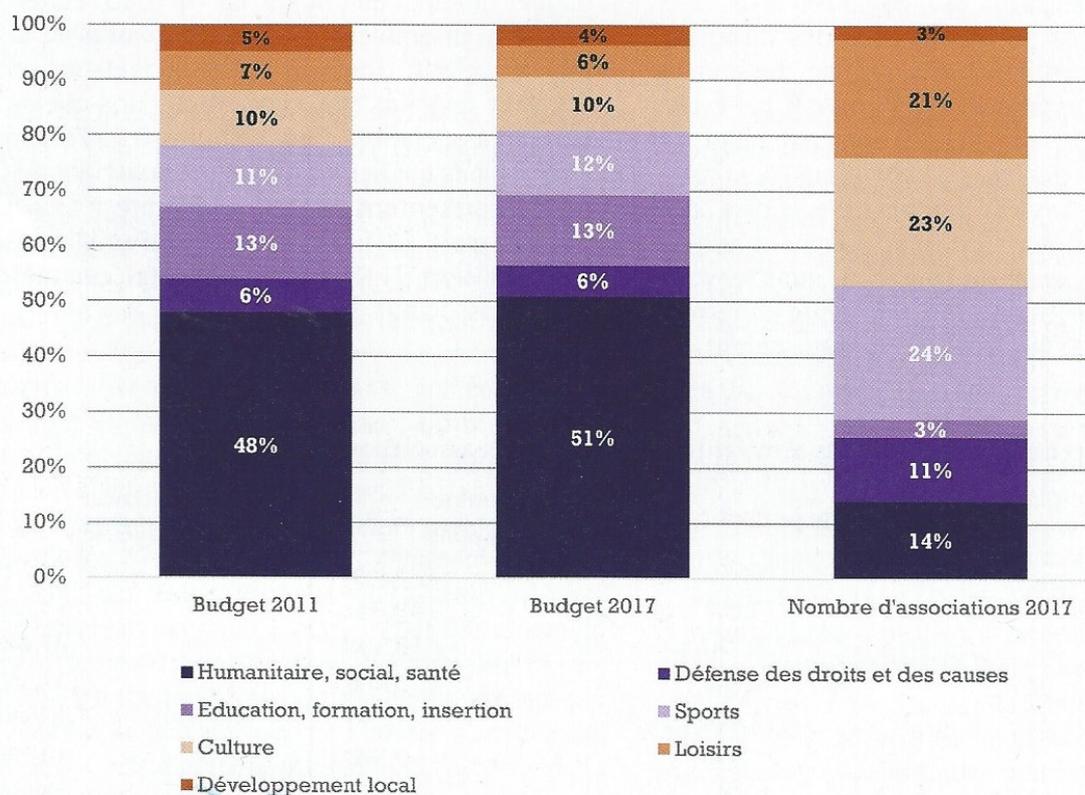
Source : Direction générale des finances publiques 2014

Les petites associations, telles que les associations sportives, culturelles et de loisirs représentent 69 % des associations, avec de fortes croissances. Les associations militantes de défense des droits et des causes représentent 11,5 % du total des associations, mais stagnent. Les associations d'action humanitaire, d'action sociale et de santé, elles représentent ensemble 14 % des associations, mais 23 % des associations employeuses. Malheureusement, l'éducation-formation-insertion et le développement local sont les parents pauvres, qui plus est, avec des évolutions pessimistes.

Tableau 2 - Répartition des associations selon le secteur d'activité et évolutions 2011/2017

	Associations sans salarié	Associations employeuses	Ensemble	Taux global d'évolution 2011/2017	Taux annuel d'évolution 2011/2017
Humanitaire, social, santé	13,1%	22,8%	14,1%	+13,9%	+2,2%
Défense des droits et des causes	12,2%	5,8%	11,5%	+1,0%	+0,2%
Éducation, formation, insertion	2,7%	7,3%	3,2%	+3,2%	+0,5%
Sports	23,9%	27,5%	24,2%	+14,7%	+2,3%
Culture	22,8%	24,3%	23,0%	+29,2%	+4,4%
Loisirs	22,9%	7,9%	21,4%	+18,7%	+2,9%
Développement local	2,4%	4,4%	2,6%	-9,1%	-1,6%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	+15,4%	+2,4%
Nombre d'associations	1 341 000	159 000	1 500 000	-	-
Répartition sans salarié/employeuses	88,1%	11,9%	100%	-	-

Graphique 2 - Répartition des associations en 2017 et des budgets en 2011 et 2017 selon le secteur d'activité



Fondations, Entrepreneuriat social, IAE (insertion par l'activité économique), ...

Sont regroupées ici plusieurs familles nettement plus petites que les autres. En dehors des fondations qui existent depuis longtemps mais qui sont en forte croissance (voir plus haut) en rapport avec la diffusion de la RSE, il s'agit des familles les plus récentes : l'entrepreneuriat social date des années 1990, l'insertion par l'activité économique (IAE) des années 1990, les Scop et le Scic des années 2000 (aussi rangées avec les coopératives) et les entreprises commerciales de l'ESS qui ont une existence légale depuis la loi de 2014 sur l'ESS.

Il faudra ajouter ici les entreprises à mission ou raison d'être, et autres induites par la loi Pacte. Elles ne font pas partie de l'ESS selon la loi de 2014 - notamment lucrativité non limitée - mais elles poursuivent des but d'utilité collective. Et il ne tient qu'au fondateur de l'entreprise de décider de respecter les critères ESS (Voir page suivante).

Le tableau ci-dessous, qui date un peu, donne une idée du champs des entreprises sociales.



Ce qui se passe ici est à mettre en relation avec les entreprises du Développement durable, et avec ce que l'UNESCO a appelé l'éco-économie, c'est-à-dire toutes les activités orientées par le souci de l'environnement.

Critères de l'Économie Sociale et Solidaire¹

Un travail collectif, initié par l'association Centrale Supélec, a permis d'établir une liste de critères détaillés, pour justifier du respect des principes de l'ESS par une entreprise. Il pourraient servir en partie de référence pour l'établissement des statuts lors de créations de nouvelles entreprises à mission ou à raison d'être, etc.

Voir le site <http://diagess.net>.

ils concernent 4 domaines : le projet, l'économie, le Social et Solidaire et le Management ; environ 6 critères par domaine.

Ces critères ne sont pas figés.

Ci dessous un extrait concernant le domaine économique.

DIAGESS.NET

Le diagnostic ESS consiste en 24 critères classés en 4 groupes.

Ci-dessous, extrait du groupe économie (voir le site).

critères 'projet' ...
critères 'social, solidaire' ...
critères 'économie':
Dans le projet de l'entité, les profits sont un moyen de faire vivre le projet, pas un objectif en soi.
La distribution des bénéfices, s'ils existent, s'effectue en priorité au bénéfice de l'entité (R&D, investissement) ou d'actions sociales et solidaires.
Le bilan économique des actions menées est diffusé vers les personnes concernées (particuliers donateurs, bailleurs de fonds institutionnels, bénéficiaires des services...).
La moyenne des 5 plus hautes rémunérations est inférieure à 7 fois le salaire minimum de la branche.
Les prix des produits/services sont adaptés aux situations financières des bénéficiaires.
critères 'management' ...

Le diagnostic a été mis au point par un collectif.

Il permet à toute entité de s'autoévaluer.

la loi ESS n° 2014-856, quant à elle, est plutôt le fruit d'un compromis issu du monde politique traditionnel.

¹ Indépendamment des critères définis par la loi.

Les métiers de l'ESS

Tous les métiers existent dans l'ESS, les conditions et l'état d'esprit au travail peuvent être très différents. Même dans les très grandes entreprises, ce n'est pas pareil d'avoir au conseil d'administration des fonds de pension américains ou des coopérateurs / mutualistes.

Les salaires sont en moyenne 5% inférieurs à ceux des fonctionnaires, et 10% inférieurs à ceux du privé. Mais dans les métiers techniques ils tendent à se rapprocher de ceux du privé.

Quels secteurs sont susceptibles d'intéresser les CentraleSupélec ?

S'ils veulent faire un métier qui ait un sens pour eux, la réponse est tous.

Ils pourront par exemple viser un poste de :

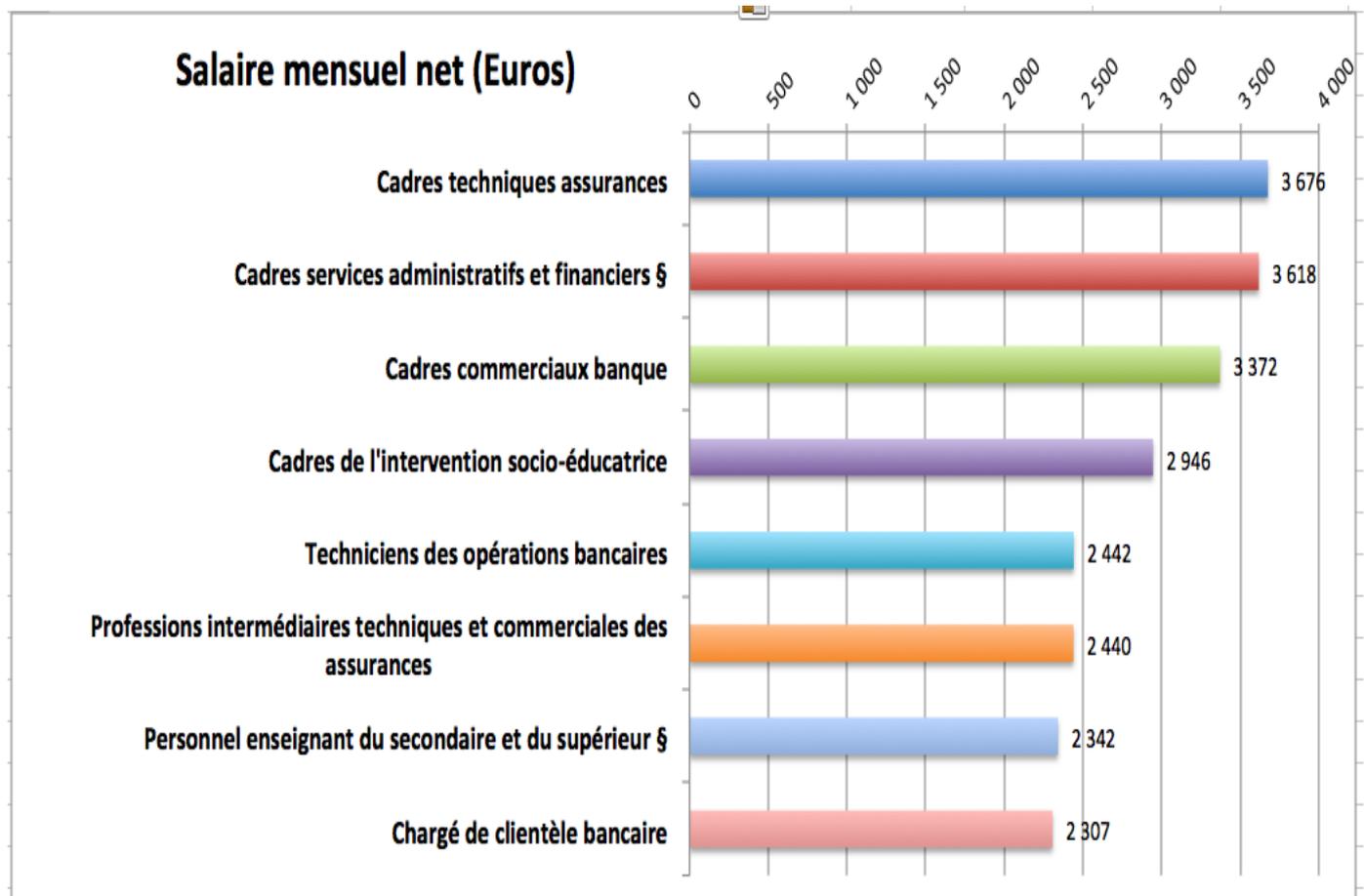
- Adjoint ou chef de mission dans une ONG comme Médecins sans frontières et avoir rapidement des responsabilités opérationnelles étendues sur le terrain, en logistique (Action sociale) ;
- Informaticien ou responsable data dans n'importe quelle grande organisation ;
- Actuaire dans une mutuelle d'assurance (Activité financière et d'assurance) ;
- Consultant dans une petite structure de 'Soutien aux entreprises pour l'économie circulaire, les économies d'énergie, le tri des déchets, etc.;
- Ingénieur de recherche dans une grosse coopérative agricole.

Ils pourront aussi lancer une **start-up** dans leur secteur de prédilection

Ils pourront enfin postuler un poste de **cadre**, responsable d'unité ou de division, voire plus dans toutes les entreprises de taille suffisante : il y en a notamment dans l'entrepreneuriat social et les fondations.

L'ESS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Poids des emplois de l'ESS dans l'ensemble des emplois du secteur d'activité
Action sociale	60,9 %
Sport et loisirs	53,6 %
Activités financières et d'assurance	30,8 %
Arts, spectacles	26,7 %
Enseignement	18,7 %
Santé	11,3 %
Soutien aux entreprises	5,3 %
Industries alimentaires	4,6 %
Agriculture, sylviculture et pêche	4,5 %
Hébergement et restauration	2,8 %
Commerce	1,9 %
Information et communication	1,2 %
Autres industries (sauf industries alimentaires) + construction	0,6 %
Activités diverses	0,6 %
Non classés ^a	99,7 %
Total ESS	10,5 %



Au moment où ces chiffres ont été recueillis, une grosse part des emplois étaient consacrés à des secteurs moins bien rémunérés (Action Sociale ,etc.).

La forte croissance des entreprises commerciales et des nouveaux entrants profitants des statuts liés à la loi PACTE va grandement modifier ce classement. Et surtout, les salaires moyens iront à la hausse (tout en respectant les critères ESS).

Annexe 1 Salaires moyens des métiers dans l'ESS

Métiers	Salaire mensuel net (Euros)	Nombre de Salariés
Cadres techniques assurances	3 676	
Cadres services administratifs et financiers §	3 618	50 587
Cadres commerciaux banque	3 372	
Cadres de l'intervention socio-éducatrice	2 946	
Techniciens des opérations bancaires	2 442	
Professions intermédiaires techniques et commerciales des assurances	2 440	
Personnel enseignant du secondaire et du supérieur §	2 342	112 666
Chargé de clientèle bancaire	2 307	
Artistes	2 266	
Infirmier(ère)s §	2 165	60 495
Employés services commerciaux et banques	2 062	
Employés des services techniques banques et assurances	2 012	
Professeurs d'art(hors scolaires)	1 948	
Éducateur(trice)s spécialisé(e)s §	1 852	61 750
Éducateur spécialisé	1 852	
Moniteur et éducateur sportif	1 713	
Secrétaires §	1 689	90 485
Moniteurs éducateurs	1 654	
Autres employé(e)s administratif(ive)s §	1 653	75 487
Éducateurs jeunes enfants	1 651	
Aides-soignant(e)s §	1 569	87 901
Aides médico-psychologiques	1 505	
Animateurs socioculturels et loisirs §	1 455	69 458
Agents de service hospitaliers §	1 384	90 023
Aides à domicile aides ménagers travailleurs familiaux §	1 229	193 325
Ouvrier(ère)s non qualifié(e)s de type industriel §	1 066	119 269

Source : Observatoire national de l'ESS – CNCRES 2015, d'après Insee Clap 2013 , page 10

Annexe 2 : Les chiffres de la coopération

Type de coopérative	Nb Entreprises coopératives			Nb Sociétaires	Nb Salariés	CA milliards € Produit Net Bancaire	Sources	Date	CA ou PNB par Salarié divisé par 1
	~coopératives	~enseignes ~caisses locales	~établissements ~agences						
Agricoles	2 750		11 545	350 700	160 000	84,800	Coop FR+M	2 014	530 000
Artisans	424		59 000	59 000	130 000	1,300	Coop FR	2 014	10 000
Transport	23			776	1 500	0,145	Coop FR	2 014	96 667
Commerçants	89	153	43 870	31 574	534 308	143,500	Coop FR	2 014	268 572
Maritimes	134			1 230	1 800	1,200	Coop FR	2 012	666 667
Consommateurs	35		350	750 000	6 200	1,372	Coop FR	2 014	221 290
Hlm	175			60 462	1 087	0,649	Coop FR	2 014	597 056
Scolaires	55 000			5 026 832	115	0,320	Coop FR	2 014	2 782 609
Scop	2 222			25 582	47 508	4,200	Coop FR	2 014	88 406
Scic	408			25 505	3 298	0,142	Coop FR	2 014	43 056
Secteur Bancaire:	57		22 467	24 700 000	331 650	68,900			207 749
Groupe Crédit Agricole	39	2 477	11 300	8 200 000	140 000	30,200	Coop FR	2 014	215 714
BPCE		35	8 000	8 900 000	108 000	23,300	Coop FR	2 014	215 741
dont Caisses d'épargne		17					Coop FR	2 014	
dont Banque Populaire		18					Coop FR	2 014	
dont Groupe Coopératif	12		117	85 924	2 021	0,410	Coop FR	2 014	202 870
Groupe Crédit Mutel	18	2 131	3 167	7 600 000	83 650	15,400	Coop FR	2 014	184 100
TOTAL HORS ASS.	22 517			26 106 829	1 217 466	306,528			251 775
Secteur Assurances:	500			18 000 000	112 800	55,536			492 340
Mutuelles Assurance hors santé	47				35 800	31,200	Atlas 2017	2 014	871 508
dont MAIF				3 086 000	6 772	3,365	Wikipedia	2 016	496 899
dont MAAF				3 700 000	7 320	2,815	Wikipedia	2 012	384 563
dont MACIF				5 300 000	10 000	6,293	Macif	2 016	629 300
dont GMF				3 500 000	6 600	3,649	GMF		552 879
Les mutuelles de santé prévoyance	453			18 000 000	77 000	18,045	Atl2017 tb65 tb 66	2 014	234 351
Institutions de prévoyance						6,291	Atl2017 tb65 tb 66	2 014	
TOTAL	23 017			44 106 829	1 330 266	362,064			272 174

Type de coopérative	Nb Salariés	CA millions euros	CA ou PNB par Salarié	Source	Date
Agricoles	160 000	84 800	530 000	Coop FR+MSA	2 014
Artisans	130 000	1 300	10 000	Coop FR	2 014
Transport	1 500	145	96 667	Coop FR	2 014
Commerçants	534 308	143 500	268 572	Coop FR	2 014
Maritimes	1 800	1 200	666 667	Coop FR	2 012
Consommateurs	6 200	1 372	221 290	Coop FR	2 014
Hlm	1 087	649	597 056	Coop FR	2 014
Scolaires	115	320	2 782 609	Coop FR	2 014
Scop	47 508	4 200	88 406	Coop FR	2 014
Scic	3 298	142	43 056	Coop FR	2 014
Bancaires	331 650	68 900	207 749	Coop FR	2 014
Mutuelles Ass. hors santé	35 800	31 200	871 508	Atlas2017	2 014
Mutuelles Ass. Santé	77 000	24 336	234 351	Atlas2017	2 014
TOTAL		362 064	272 174		